



# PAULINE MAROIS

## Premier ministre du Québec

Merci beaucoup Monsieur de Montbrial. Et je voudrais vous féliciter pour la tenue de cette conférence qui réunit des gens de partout à travers le monde. Je crois que nous avons besoin de tels forums pour être capables d'échanger, de partager notre expérience, et ainsi, j'espère, être capables de rendre notre monde meilleur. Je veux d'abord saluer Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, d'une façon toute particulière, le directeur général et fondateur de l'IFRI Monsieur de Montbrial, et distingués invités.

Je vous dirai que c'est à la fois un honneur et un prestige de profiter d'une tribune aussi prestigieuse pour échanger sur le Québec. Comme me l'a demandé Monsieur de Montbrial, j'aborderai nos orientations en matière de gouvernance, tant sur le plan économique que social et politique, et cela dans un contexte de mondialisation. Je tâcherai aujourd'hui de vous faire entendre une voix forte et originale, une manière différente de vivre l'Amérique.

Le Québec compte sur une population de plus de huit millions d'habitants, dont 80 % ont le français comme première langue d'usage. Nous habitons sur un territoire immense, dépassé seulement en superficie par l'Alaska, parmi les provinces canadiennes et les États américains. C'est un territoire riche en ressources minérales, qui est traversé d'un réseau de rivières puissantes, ce qui a permis au Québec de devenir le quatrième producteur d'hydroélectricité au monde. C'est d'ailleurs autour d'un immense cours d'eau qu'habite la moitié de notre population. Il s'agit du fleuve Saint-Laurent, l'une des voies navigables les plus achalandées au monde, puisqu'elle conduit au cœur du continent nord-américain. Conscients de leur statut largement minoritaire, les Québécois ont fait le choix, et continuent de faire le choix, de l'action collective. Au cours des années soixante, survient ce que l'on appelle chez nous "la révolution tranquille". Les Québécois choisissent de se doter d'un État fort. Plusieurs institutions culturelles, sociales et économiques, sont alors créées, qui vont nous différencier de ce qui se passe dans le reste du Canada. Nous allons tenter d'occuper tous les champs de pouvoir et de responsabilité qui découlent de l'application de la Constitution canadienne. Et nous allons même aller plus loin en réclamant davantage de pouvoirs pour le Québec. Nous avons également voté une loi pour la protection de la langue française.

Toutes ces actions visaient à quoi ? A assurer la pérennité de notre expérience singulière sur le continent nord-américain. Plus encore, le Québec a l'audace de se lancer sur la voie des relations internationales, d'ailleurs avec la complicité de la République française, qui constitue encore aujourd'hui notre plus grand allié. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur ce point un peu plus tard dans mon intervention.

Expression politique de l'expression francophone en Amérique, l'État québécois compose avec les défis, mais aussi avec les avantages qui viennent avec son statut de nation. Notre faible nombre, ajouté à l'immensité de notre territoire, et à la rigueur de notre climat, nous a en quelque sorte condamnés à l'innovation. Je vais vous donner un exemple, que certains d'entre vous connaissent certainement : Bombardier, fleuron de l'économie québécoise, leader mondial dans le secteur des transports terrestres et de l'aéronautique. Cette entreprise a été fondée par un homme qui voulait d'abord inventer un véhicule capable de se déplacer sur la neige dans les situations d'urgence. Ça c'est l'origine de Bombardier. Cette nécessité d'innover pour survivre, elle a fini par nous ouvrir des portes. Nous devons et nous savons faire preuve d'agilité pour arriver à nous démarquer. Nous avons la conviction que les petits États forts sont bien positionnés pour réussir dans un environnement international ouvert et démocratique, que notre différence comme peuple peut non seulement nous aider à nous épanouir, mais qu'elle peut également nous servir de carte de visite, qu'elle nous permet de nous démarquer. Notre faible nombre, ajouté à l'immensité de notre territoire et à la rigueur de notre climat, je vous le mentionnais, nous a en quelque sorte condamnés à l'innovation, ce qui est fondamental pour l'économie du Québec, l'une des plus diversifiées d'Amérique du Nord, avec un PIB de près de 307 milliards de dollars, qui nous amène à prendre systématiquement plusieurs initiatives. Notre PIB par habitant, notre richesse collective par habitant, permet au Québec d'occuper le dix-neuvième rang mondial, selon l'OCDE. Si demain nous étions un État libre et indépendant, nous serions au dix-neuvième rang des pays de l'OCDE.



L'économie québécoise s'appuie aussi sur l'exploitation de nos ressources naturelles. Nous avons de nombreuses et importantes ressources naturelles minières, le bois, l'énergie hydraulique. Cette richesse s'appuie autant sur ces ressources naturelles que sur des créneaux d'excellence à haute valeur ajoutée. Par exemple, le domaine bio-médical profite, au Québec, d'un milieu attrayant. Une entreprise peut, chez nous, réaliser toutes les étapes de la mise au point d'un médicament, de la recherche fondamentale jusqu'à sa commercialisation. Dans le domaine de l'aéronautique, nous pouvons construire un avion, nous pouvons le faire voler et nous pouvons l'exporter partout à travers le monde. Nous sommes, dans la grande région de Montréal, l'une des trois grandes capitales du monde en matière d'aéronautique et d'aérospatiale, avec Toulouse et Seattle.

Le Québec est aussi l'un des centres mondiaux de jeux interactifs, et à ce titre participe à la réinvention du divertissement. Dans ce cas-là, nous participons avec deux autres capitales importantes du monde du jeu vidéo, la Californie et le Japon. Le Québec bâtit en effet une part de son avenir sur un actif intangible, mais néanmoins capital : la créativité. En effet, plus que jamais, dans nos pays, l'innovation est un intrant déterminant. Et cette créativité n'est nulle part mieux nourrie que dans le riche environnement d'une ville comme Montréal, ville de culture, d'enseignement, de recherche et d'affaires. Car il y a une continuité dans la créativité, qu'elle soit au service de l'art, de la recherche ou de l'entrepreneuriat. Ainsi, on ne bâtit pas des industries dynamiques dans un désert culturel. Nous avons au Québec la chance de pouvoir tabler sur des entrepreneurs innovants. Toutefois, il appartient à l'État de donner des signaux clairs, des règles cohérentes, un cadre politique et réglementaire propice à l'innovation, à l'imagination et à l'audace, ces petites poussées opportunes à l'origine de nos grandes trajectoires.

Mon gouvernement, par exemple, a lancé une politique économique qui se décline en quatre volets, il y a quelques semaines à peine. C'est une politique de la recherche et de l'innovation. Nous voulons que la part du PIB consacrée à la recherche et à l'innovation soit de l'ordre de 3 %, alors que nous sommes actuellement à hauteur de 2,4 %. Il s'agit donc d'une politique de la recherche et de l'innovation, d'une politique industrielle, un plan de développement du commerce extérieur et une stratégie d'électrification des transports. Comme j'attache une importance particulière à ce dernier volet, et que ce dossier représente un élément stratégique de ma politique économique, vous allez me permettre de vous en dire quelques mots.

L'électrification des transports, c'est à la fois une urgence et une opportunité. Une urgence d'abord, en raison des défis importants en matière de lutte contre les changements climatiques. Ensuite, c'est une opportunité de développer une nouvelle filière industrielle d'avenir. Nous disposons actuellement de surplus d'électricité très importants, une énergie qui est propre, renouvelable produite par de l'hydroélectricité. Nous voulons faire de l'État québécois un modèle en matière d'électrification des transports. Nous donnerons donc l'exemple à cet égard, autant au niveau des transports individuels, des transports commerciaux, que des transports collectifs. Nous pensons être capables d'atteindre ainsi un certain niveau d'indépendance énergétique, parce que ce qui vient plomber nos échanges commerciaux avec le reste du monde, c'est le fait que nous nous approvisionnons en pétrole de l'étranger. Donc, en s'appuyant sur notre expertise, nous voulons, en cette matière, aller plus loin. Nous voulons créer plus d'emplois de qualité sur l'ensemble de notre territoire. Pour arriver à atteindre ces objectifs, nous utilisons tous les outils de l'État.

Notre vision singulière comme peuple, comme nation et comme État, ne se limite pas à l'économie. Les Québécois se sont en effet dotés d'un modèle social sans pareil en Amérique. A nos yeux, la solidarité, c'est une grande richesse collective. C'est pourquoi, par exemple, dans le domaine de l'éducation, le Québec est l'endroit où les droits de scolarité universitaire sont les moins élevés en Amérique du Nord. Pourquoi ? Parce que nous voulons favoriser l'accès du plus grand nombre aux études supérieures. Nous avons fait un rattrapage remarquable depuis les années soixante. Mais nous avons encore un certain rattrapage à faire.

Nous avons également l'une des politiques familiales les plus généreuses du monde, dont j'ai d'ailleurs, comme ministre responsable de la famille à une autre époque, initié les premiers volets pour offrir le meilleur départ à nos enfants. Les services de garde éducatifs, c'est-à-dire les garderies, le champ de la petite enfance, coûtent aux parents moins de cinq euros par jour. Tous les travailleurs et toutes les travailleuses cotisent également à un régime québécois d'assurance parentale, qui permet aux nouveaux parents de se partager jusqu'à 55 semaines de congés, après la naissance de leur enfant. Ces politiques font en sorte que le taux de participation des femmes québécoises au marché du travail se maintient à un niveau supérieur à celui de l'ensemble des Canadiennes depuis 2006. Cette politique à l'égard de nos enfants, à l'égard de nos familles, a fait reculer la pauvreté des familles au Québec de façon



considérable, et a permis à des femmes, qui autrefois vivaient d'aide sociale, d'assistance sociale, de pouvoir retourner sur le marché du travail, créant ainsi de la richesse. Comme quoi, la solidarité c'est aussi de la richesse collective, et cela démontre bien que cette politique est notre vision de la solidarité comme Québécoises et comme Québécois.

J'ai un autre exemple à vous présenter. Ce sont les entreprises de l'économie sociale qui génèrent 8 % de notre PIB, le Mouvement des Jardins est une coopérative de crédit, qui gère des actifs de 200 milliards de dollars, et se classe, selon Bloomberg, au treizième rang des institutions financières les plus solides au monde. Entreprenariat collectif, l'économie sociale démontre que la solidarité n'est pas qu'une force de redistribution, mais qu'elle est aussi une force de production. En conciliant économie de marché et démocratie, le modèle coopératif est un modèle d'avenir. C'est ce qu'affirmait d'ailleurs Jacques Attali lors d'une récente visite au Québec. L'économie sociale, ou solidaire comme on dit en Europe, permet plus facilement d'inclure les prochaines générations dans nos équations. Et si vous me permettez le paradoxe, il est urgent de penser à long terme. Pour moi, ce sont des politiques audacieuses qui rendent notre société plus juste, et qui donc nous enrichissent;

En ce qui concerne le commerce, traditionnellement, le mouvement souverainiste que je dirige, a toujours été favorable au libre-échange parce que nous sommes animés par cette conviction que les petits pays peuvent réussir au sein de grands ensembles. Nous avons donc été d'ardents promoteurs de l'accord de libre-échange nord-américain et de l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, qui a été récemment conclu. Le Québec considère en fait que les champs de compétences qui lui sont dévolus par la Constitution canadienne peuvent se prolonger dans l'action internationale. Dans ses politiques publiques, le gouvernement du Québec doit prendre en compte un environnement international dont les inflexions affectent ses activités et ses responsabilités. C'est pourquoi, depuis maintenant cinquante ans, le Québec déploie une importante activité internationale. Nous comptons sur un modeste, mais très dynamique réseau de 28 représentations présentes dans 17 pays. Il faut savoir que dans le domaine de sa compétence, le Québec est aussi autonome que l'État fédéral dans les siennes. La culture, la santé, l'éducation, l'économie, l'agriculture, l'immigration et l'environnement, pour ne nommer que celles-là, sont ainsi des responsabilités soit exclusives soit partagées par les deux ordres de gouvernement. Ces champs de compétences s'inscrivent désormais dans un ordre normatif international, de telle sorte que pour exercer ses responsabilités internes, un État doit désormais en assumer la dimension internationale, et cela peut, à l'occasion, occasionner des différends.

Chez nous, l'un des sujets où cela nous apparaît le plus évident, c'est sur la lutte face au changement climatique. Dans ce dossier, comme vous le savez, le Canada remet en cause le consensus scientifique mondial et s'isole du reste du monde. Pour le Québec, qui s'est engagé pleinement dans les recommandations de Rio, et de Rio + 20, cette position fait planer sur notre économie la menace d'éventuelles sanctions. Nous avons une forte envie de contribuer de façon multilatérale à l'émergence de solutions porteuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Québec prend appui sur son expertise pour contribuer, au sein de plusieurs grands réseaux, à des avancées sur les questions environnementales, qui sont passées de la périphérie au centre des relations internationales. Ainsi, avec la Californie, nous mettrons en œuvre, au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le premier système de plafonnement et d'échange de droits d'émission du carbone en Amérique du Nord.

En toute humilité, je crois donc que le monde gagnerait à ce que la voix originale du Québec soit entendue sur ces sujets-clé. J'ai fait avec vous ce midi un rapide survol de la situation du Québec, et de la formidable capacité d'adaptation dont il jouit. Cette créativité nous a permis de relever les défis propres à une nation francophone, au sein d'un continent largement anglo-saxon, et de nous démarquer en matière économique, en misant sur l'innovation. C'est aussi pourquoi nous avons notre propre modèle en matière de solidarité, et c'est surtout ce qui nous donne une voix originale qui mérite de retentir partout dans le monde. D'ailleurs nos différentes expertises sont souvent sollicitées par nos partenaires internationaux, et je suis persuadée qu'à l'occasion le Québec contribue, à sa façon, à la bonne gouvernance mondiale.

En terminant, je veux remercier l'IFRI, Monsieur de Montbrial, l'organisateur de cette conférence. Je veux le remercier de m'avoir permis de présenter ma vision du Québec. J'espère que mon intervention vous incitera à venir découvrir davantage la spécificité québécoise. Je vous remercie et je vous invite à poursuivre les échanges avec moi. Merci.